

M 04249 - 57 - F: 1,20€



Interview de **Sophie et Marion**, salariées en lutte contre les licenciements abusifs chez People and Baby. **ACTU PAGE 4**



Les **travailleurs sans papiers** en lutte s'inviteront au sommet de la France-Afrique, les 31 mai et 1^{er} juin. **REGARD PAGE 2**, **NPARGUMENTS PAGES 6 et 7**



La **grève du 20 mai en Grèce** a encore été très suivie. Quelles sont les perspectives à lui donner? **INTERNATIONAL PAGE 8**

TOU**T** est à nous!

27 MAI 2010 | N°57 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

RETRAITES

LE 27 MAI DANS LA RUE.....



**DEMAIN,
ON CONTINUE?**

(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)



édito

Par Yvan Lemaitre

TOUS ENSEMBLE !

Si le gouvernement voulait faire la démonstration que la mauvaise comédie du dialogue social sur les retraites ne vise qu'à mettre les directions syndicales dans une posture ridicule, il ne s'y prendrait pas autrement. Durant ce week-end de Pentecôte, les ministres ont multiplié les petites phrases annonçant la fin de la retraite à 60 ans et l'allongement de la durée de cotisation. C'est sans surprise. Depuis le début chacun connaît les véritables intentions du gouvernement. Avec comme conséquence une diminution du montant des retraites pour la grande majorité des salariés. Pour essayer de faire accepter cette nouvelle attaque, Sarkozy-Fillon annoncent une taxe sur les hauts revenus sans même supprimer le bouclier fiscal ou les exonérations de cotisations patronales. Ces petits gestes sans portée n'égratigneront même pas les plus riches, ils ne changent rien. Obliger à travailler plus longtemps tout en baissant le niveau des pensions, l'objectif était connu. Le dialogue social n'aura servi qu'à gagner du temps, à paralyser les directions syndicales pour tenter d'étouffer la colère. Martine Aubry a déclaré qu'elle rétablirait, si elle était élue en... 2012, l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans. DSK, aujourd'hui dirigeant du FMI, un des étrangleurs du peuple grec, demain peut-être candidat du PS à la présidence, dénonce, lui, le « dogme » des 60 ans. Et quant au fond, la politique du PS, par-delà les rivalités de personnes, s'aligne sur la position de la droite dont il n'a jamais, au gouvernement, remis en cause les mauvais coups. C'est bien dès aujourd'hui qu'il faut faire échec à l'offensive du patronat et du gouvernement. Pour défendre les 60 ans, mais aussi pour exiger le retour aux 37,5 annuités, la garantie d'une retraite digne qui ne soit pas inférieure à 1 500 euros net. Les attaques de la droite ici, comme en Grèce celle du gouvernement socialiste, visent à garantir les profits et les spéculations en prenant dans la poche des travailleurs et des plus pauvres. Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique. La journée du 27 mai n'y suffira certes pas, mais elle est l'occasion de nous rassembler pour rompre l'hypocrisie du dialogue social et préparer la suite.

à noter

29 MAI, SERVICES PUBLICS, PARIS. Le NPA participera au Printemps des services publics. RV de 11h30 à 18h30, place de la Bataille-de-Stalingrad, Paris 19^e (M^o Jaurès).

29 MAI, IVG, BORDEAUX. Rassemblement et manifestation unitaire contre les anti-IVG. Les chrétiens intégristes du collectif « En marche pour la vie » regroupent : SOS Tout-petits, Mère de miséricorde, Soigneurs porteurs d'espérance, Laissez les vivre, Centre Charlier, etc., liées à l'organisation Dies Irae et aux fondamentalistes de l'église Saint-Eloi. Ils prônent un schéma réactionnaire et patriarcal, homophobe, lesbophobe, transphobe, antisémite et raciste. Ils condamnent entre autres la monoparentalité et l'union libre, l'avortement et la contraception. Pour réaffirmer que notre corps nous

appartient et que nous ne laisserons personne décider de nos vies, retrouvons-nous nombreuses et nombreux. RV à 12h30, place de la Comédie, devant le Grand Théâtre.

29 MAI, PAS DE BÉBÉS À LA CONSIGNE, NATIONAL. Manifestation des professionnels de la petite enfance, des bébés et de leurs parents à l'appel du collectif Pas de bébés à la consigne. À Paris, RV à 14h30 à Luxembourg.

29 MAI, RASSEMBLEMENT LESBIENNES CONTRE LES AGRESSIONS. (lire p. 12). Entre 18h30 et 22 heures, devant le restaurant O KAY café, au bord du canal, petite place avant l'écluse, 41 quai de la Loire, Paris 19^e. contrelesagressionslesbophobes@gmail.com

30 MAI, MANIF, DECAZEVILLE. Manifestation pour le maintien de la chirurgie et de la maternité à Decazeville. RV à 16h30 au Jardin public.

1^{er} JUIN, RENCONTRE, LA BRÈCHE. La librairie La Brèche vous invite à une rencontre avec Gérard Mordillat qui présentera son livre *Les vivants et les morts*. RV à 19 heures, 27 rue Taine (M^o Daumesnil). Voir aussi p.10.

4 JUIN, LIVRE, PARIS. Présentation de *Droits conservatrices, nationales et ultras* par l'auteur, Jacques Leclerc. Il s'agit de la suite du *Dictionnaire de la mouvance droitiste et nationale*. RV à 19 heures, librairie L'Harmattan, 21 bis, rue des Écoles, Paris 5^e (M^o Maubert-Mutualité).

5 JUIN, FÊTE DU NPA, NANCY. Le comité manufacture du NPA de Nancy organise une fête du NPA : projection-débat, meeting, librairie, etc. RV de 14h30 à minuit, salle Jacques Brel, espace Prévert, 5 rue du Vivarais, Vandœuvre-lès-Nancy (Brabois).

5 JUIN, SANTÉ, PARIS. Manifestation commune aux trois maternités menacées dans l'Est parisien : Saint-Antoine, les Bluets et Tenon. RV à 11 heures à la maternité de Tenon.

5 JUIN, FÊTE DU NPA 92 NORD. RV à partir de 17h30, à Colombes, école Langevin-Wallon, 22, rue Jules-Michelet, gare du Stade.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Anzoumane Sissoko (DR)

Propos recueillis par Alain Pojolat et Ambre Bragard

LA MARCHÉ DES SANS-PAPIERS ACCUEILLIE À BRAS OUVERTS

Depuis le 1^{er} Mai, une centaine de sans-papiers a entamé une longue marche de Paris à Nice pour exiger la régularisation de tous les sans-papiers. Parmi eux Anzoumane Sissoko, porte-parole de la coordination 75 des sans-papiers et délégué du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers.

Pourquoi entreprendre une marche de Paris à Nice ? Nous avons pris la décision avec l'ensemble des organisations qui soutiennent le mouvement des sans-papiers de faire cette marche de Paris à Nice. Pourquoi Nice ? Parce que les 31 mai et 1^{er} juin s'y déroulera un sommet qui réunira plus de 67 chefs d'État africains avec la France pour fêter le cinquantième anniversaire des indépendances de quatorze anciennes colonies françaises. Pour nous, le mouvement des sans-papiers, la meilleure manière de participer à ce sommet était de faire une marche symbolique en direction de Nice du 1^{er} Mai, journée symbolique pour la lutte ouvrière en France, jusqu'au 30 mai, où une manifestation est prévue à l'arrivée des marcheurs. À travers cette marche, j'ai remarqué que des associations, des syndicats et des partis politiques avec des idées différentes, qui n'avaient rien fait ensemble depuis plusieurs années, se sont mis à accueillir les marcheurs. Les citoyens, les religieux, les institutions, notamment les mairies, se sont mis aussi à leurs côtés. En tout cas, on a gagné quelque chose. Quand on a pris la décision de faire cette marche Paris-Nice, on n'était pas sûrs de gagner l'opinion puisque Sarkozy a changé ou modifié le code d'entrée et de séjour dans votre pays six fois en huit ans. On ne s'attendait donc pas à cet accueil chaleureux des citoyens français. D'abord, c'est quelque chose de gagné. Ensuite on voit mal les chefs d'État africains refuser de nous recevoir à Nice, dans la mesure où tous les maires du parcours, tous les élus, les citoyens, les syndicats, les religieux et partis politiques nous ont accueillis à bras ouverts.

Qu'allez-vous leur demander ?

On va leur demander la régularisation de tous les sans-papiers et des moratoires sur les expulsions. En France aujourd'hui, un sans-papiers peut être expulsé en un mois. Et nous, les sans-papiers de France, qui travaillons, qui cotisons, qui payons des impôts, nous pouvons faire la demande de régularisation durant six mois, un an, deux ans, nous n'avons pas de réponse. Ce n'est pas normal. C'est cela qu'il faut expliquer aux chefs d'État. Il ne faut pas

qu'ils collaborent avec la France pour les expulsions. On va être clairs sur ce point et demander à ces chefs d'État et à la France la régularisation de tous les sans-papiers.

Le mouvement de grève actuel est-il différent ou bien s'agit-il de la même lutte ?

Cela fait partie de la lutte que nous menons depuis plusieurs années. Mais le problème c'est que la grève en elle-même ne suffit pas. Il y a des gens qui ne peuvent pas se mettre en grève. Nous, on est là aujourd'hui pour compenser, pour les gens qui ne peuvent pas se mettre en grève. Ce ne sont donc pas des luttes qui s'opposent mais des luttes complémentaires.

Cette unité que vous constatez à chaque étape, comment se fait-il qu'elle n'arrive pas à se concrétiser à un niveau national ?

Je pense qu'à la fin de cette marche, il sera possible de faire l'unité au niveau national. Parce que si on voit ce qui s'est passé à Sens, à Grenoble, à Joigny, à Auxerre, à Dijon, à Migennes, à Roussillon, à Valence, à Lyon, tout le monde était derrière les marcheurs. Je ne vois pas pourquoi à Paris, on ne pourrait pas faire cela. Je pense que les soutiens qui sont avec nous à Baudelique devront nous aider à notre retour à faire cette unité que tout le monde attend. Quand j'ai visité La Friche¹, cela m'a donné beaucoup d'idées. Pourquoi ne pas s'en inspirer pour essayer de faire la même chose à Baudelique pour que toutes les associations, les syndicats, les partis politiques puissent être là avec le mouvement des sans-papiers et faire vivre le lieu ? Je voulais souligner aussi que tous les citoyens, associations, syndicats, partis politiques ont fait le nécessaire pour cette marche, et je pense particulièrement à RESF et au NPA qui ont vraiment mobilisé partout où nous sommes passés.

1. Ancien site des usines Renault à Lyon, La Friche RVI est aujourd'hui un espace autogéré dédié aux échanges socio-culturels et artistiques. C'est également l'endroit où les marcheurs ont été accueillis durant leur séjour à Lyon.
www.ministere-de-la-regularisation-de-tous-les-sans-papiers.net



(MICHEL)



(MICHEL)



RETRAITES LES FAUSSES AUDACES DU PS

Malgré les attaques de la droite contre la prétendue démagogie des propositions du PS, celles-ci entérinent bien les précédentes contre-réformes qui ont déjà vidé de son contenu la retraite à 60 ans.



-FAUJOUR-

Le Parti socialiste a donc fini par annoncer ses propres propositions sur les retraites. Elles vont de l'amélioration de l'emploi des seniors, à la retraite « à la carte » et à l'accroissement des recettes par l'augmentation des cotisations et la taxation de certains revenus du capital, des bonus, des stock-options, de la participation et de l'intéressement. Mais, bien sûr, ce qui a perturbé les conditions du débat public naissant sur les retraites est le maintien proclamé de l'âge légal de la retraite à 60 ans et le report au-delà de 2020 d'une éventuelle augmentation du nombre d'annuités de cotisation nécessaires. Il n'en fallait pas plus pour que la droite dénonce la démagogie du PS et son goût immodéré pour les augmentations d'impôts. La contre-offensive gouvernementale a immédiatement été lancée sur le thème: le PS

prétend «taxer le capital», mais comme cela ne suffira pas, ce sont les «couches moyennes» qui vont payer... Les propositions du PS sont loin de constituer, du point de vue du monde du travail, une réponse à la hauteur. En particulier, préconiser la retraite «à la carte» ne peut conduire qu'à individualiser les situations et, donc, à ruiner les garanties collectives. La création d'un compte retraite individualisé est d'ailleurs l'un des moyens préconisés par les experts patronaux pour saper les bases d'un système solidaire fondé sur les droits collectifs. Mais le refus de toucher à l'âge légal – laborieusement obtenu par l'aile gauche du PS – constitue une brèche dans le dispositif prévu par le gouvernement et le Medef et montre l'absence de consensus à ce sujet, même parmi les «partis de gouvernement». Et, du coup, cela légitime le débat et la recherche d'autres solutions: si même le PS dit

qu'on peut éviter de modifier la limite des 60 ans... Or, bien que le gouvernement ait choisi de distiller au compte-goutte les éléments de sa «réforme» dans l'espoir de désamorcer tout mouvement social, il apparaît de plus en plus que ses principales «solutions» sont bien le report de l'âge légal et une nouvelle augmentation du nombre d'annuités. Pour autant, il ne faut pas se tromper sur l'objectif réellement visé: compte tenu du niveau de chômage global et, plus particulièrement, de celui des seniors, le but d'un report de l'âge légal de la retraite et, surtout, de l'augmentation des annuités n'est pas principalement de faire «travailler plus longtemps», mais de lamener les pensions via le système de décote. Cette remarque permet de relativiser quelque peu le caractère radical des propositions du PS! En effet, pour justifier son report au-delà de 2020 de toute mesure d'âge, les dirigeants socialistes évoquent l'augmenta-

tion d'ores et déjà prévue des annuités. Intéressant! Ils entérinent donc définitivement les réformes Balladur (1993) et Fillon (2003) qu'ils avaient – très mollement! – combattues. Et dont ils continuent, à juste titre, de dénoncer les effets sur «le niveau des pensions qui ne cesse de se dégrader». Mais, on l'aura compris, il n'est plus question de revenir sur les dispositions imposées par les différents gouvernements de droite qui ont déjà vidé le droit à la retraite à 60 ans d'une grande partie de son contenu... Mais, c'était encore trop pour certains responsables socialistes, toujours prompts à débiter ce qui, dans le discours tenu par le PS, pourrait s'écarter de l'orthodoxie social-libérale. Et Dominique Strauss-Kahn s'est donc rappelé au bon souvenir de ses camarades en fustigeant le «dogme» de la retraite à 60 ans...

François Coustal

THAÏLANDE BAIN DE SANG ET APRÈS ?

MERCREDI 19 mai, le gouvernement d'Abhisit Vejjajiva a ordonné l'assaut du camp des Chemises rouges dans le quartier de Rachaprasong. Les télévisions du monde entier ont diffusé les images brutales de chars d'assaut détruisant les barricades de bambous et de pneus et des soldats armés de fusils de guerre tirant des balles réelles sur les manifestants. Comme en 1973, 1976 et 1992, les élites qui accaparent le pouvoir ont répondu par un bain de sang aux aspirations des Thaïlandais à la démocratie et à la justice sociale. Le bilan est le plus lourd que la Thaïlande ait connu depuis la fin de la monarchie absolue en 1932. Les autorités reconnaissent 81 morts et près de 2000 blessés depuis le début des manifestations dans la capitale le 12 mars.

Vers la mi-avril, le gouvernement avait proposé une feuille de route en cinq points pour sortir de la crise. Elle comportait la perspective d'élections le 14 novembre. Les Chemises rouges, tout en acceptant le plan, ont demandé des garanties. Mais pour le gouvernement, c'était à prendre ou à laisser. Cette tactique s'est révélée payante pour Abhisit. Il a profité des divisions au sein de l'UDD (Chemises rouges) sur la démarche à suivre et est apparu comme un démocrate qui a tendu la main aux manifestants qui l'ont refusée. Pourtant, il était encore possible, à la veille du 19 mai, d'éviter ce coup de force militaire et les morts qui s'ensuivraient. Une cinquantaine de sénateurs étaient en discussion avec les dirigeants de l'UDD pour organiser une trêve. Mais cette tentative a été écartée par Abhisit qui faisait partie des membres du gouvernement poussant à la répression plutôt qu'à l'ouverture de négociations.

Le gouvernement a été renforcé dans sa détermination par la position prise par la représentante du Haut Commissariat aux droits, Navi Pillay, qui expliquait dans un communiqué: «pour prévenir d'autres pertes en vie humaine, j'en appelle aux manifestants pour qu'ils fassent machine arrière, et aux forces de sécurité pour qu'elles agissent avec le maximum de retenue selon les instructions données par le gouvernement». Au niveau international, le silence a dominé. La Thaïlande n'est pas la Chine, l'Iran ou le Venezuela. Massacrer des paysans et des ouvriers dans les rues de Bangkok ne soulève pas autant d'indignation que de tuer des manifestants sur la place Tiananmen. Obama n'a pas eu un mot sur la crise politique et encore moins pour les civils tués, mais le gouvernement US a condamné les Chemises rouges accusées d'avoir «endommagé des propriétés privées». La Thaïlande reste un pays stratégique pour les États-Unis qui voient leur puissance dans la région menacée par celle de la Chine.

Avec l'écrasement du camp de Rachaprasong, les élites traditionnelles ont peut-être obtenu un répit mais la lutte est loin d'être finie. Les racines de la crise sont profondes: des inégalités sociales croissantes et parmi les plus fortes d'Asie, une justice à deux vitesses, un régime de plus en plus autoritaire. La violence de la répression et la disproportion des moyens employés montrent combien l'establishment a été effrayé par ce mouvement qui a libéré la parole politique dans ce pays où se dire républicain ou communiste est interdit par la loi. Les élites ont peut-être gagné une bataille mais elles n'ont pas gagné la guerre et l'histoire ne va pas dans leur sens. Comme le dit le proverbe Thaï, «qui échappe au tigre rencontre le crocodile»...

Danielle Sabai

(<http://daniellesabai.wordpress.com/>)

La plupart des dirigeants des Chemises rouges s'est rendue durant l'assaut pour éviter que le bilan ne s'alourdisse. Ils risquent la peine de mort s'ils sont inculpés pour terrorisme ou au minimum une peine de trois à quinze ans de prison pour crime de lèse-majesté. Des centaines de manifestants ont été arrêtés et sont détenus par l'armée. Leur sort est pour le moins incertain. Leur seul crime est d'avoir contesté l'ordre établi. Nous devons apporter notre soutien à tous les manifestants et dirigeants détenus et organiser d'urgence une campagne de solidarité pour obtenir leur libération immédiate et l'arrêt des poursuites.

et aussi

BURQA, FIASCO À MONTREUIL. En invitant Brard, député chantre de la loi anti-foulard de 2004, Valls maire d'Évry, Baki Youssoufou, président de la Confédération étudiante, l'association Ni putes ni soumises (NPNS) et sa présidente Sihem Habchi voulaient frapper un grand coup, le 19 mai à Montreuil. La presse a résumé ce débat à un affrontement entre le collectif Cheikh Yassine et NPNS. La réalité était plus contrastée et moins médiatisée: des femmes hostiles à la loi, avec ou sans foulard, ont assisté au débat et pris la parole. De nombreux jeunes Montreuillois(es) ont dit leur incompréhension face à cette loi qu'ils ressentent comme «antimusulmans». Le débat a, pour le plus grand bonheur des intervenants pro-loi, beaucoup tourné autour de la signification théologique réelle ou supposée de la burqa, pour finir sur un fiasco – intervention de la police – et laissant les vraies questions en suspens: un intervenant posant une question sur le lien entre crises économique et sociale et attaques contre les musulmans s'est vu couper le micro et huer sous prétexte que «cela n'avait rien à voir» et qu'«il faisait le jeu des intégristes».

LA CLOCHE A SONNÉ. Les journées de mobilisation dans l'éducation les 19 et 20 mai n'ont guère fait recette chez les enseignants. La remontée symbolique dans les rectorats des pétitions contre la réforme de la formation des maîtres (masterisation et conditions de stage inacceptables) n'a été accompagnée que d'une poignée d'entre eux. Même dans l'académie de Créteil, fortement mobilisée en février et mars dernier, les troupes étaient maigres; la manifestation parents-enseignants du 93 qui devait rejoindre le cortège devant le ministère n'a pas eu plus de succès. Il faut dire que le cafouillage entre les dates des 19 et 20, l'appel à une journée de «mobilisation» (et non de grève), qui plus est un mercredi après-midi dans certaines académies, ainsi que le succès tout relatif de la campagne de pétition n'ont pas encouragé les collègues à se mobiliser. Il est clair aussi qu'en cette période de l'année, un mouvement dans l'éducation est peu probable. Il faudra vraisemblablement pour cela attendre la rentrée et son lot de jeunes stagiaires et de précaires...



PEOPLE&BABY LUTTE POUR LA RÉINTÉGRATION

Interview de Sophie et Marion, salariées de l'entreprise People and Baby qui travaillent dans la halte-garderie Giono dans le 13^e arrondissement de Paris, structure de neuf salariées, dont six en contact permanent avec les enfants. Elles y luttent contre des licenciements abusifs...

Vous vous êtes fait licencier de votre halte-garderie. Que s'est-il passé ?

On avait de mauvaises conditions de travail et des pressions incessantes de la part de la direction. Nous avons été six à prendre la décision de nous syndiquer à la CNT. Un lundi, nous nous sommes mises en grève et le mardi, nous avons été mises à pied !

Quels motifs la direction a-t-elle utilisé pour justifier votre mise à pied ?

Des motifs bidons : refus d'appliquer des directives concernant l'hygiène et la sécurité. Nous avons même eu droit à un dossier photos avec de la mort-aux-rats dans une caisse de jeux.

Ça n'a pas l'air de tenir la route, ça n'est pas très crédible ?

Non d'autant plus que la médecine du travail a effectué une visite à la garderie et a constaté que les faits reprochés aux employées étaient de la responsabilité de la direction.

En plus, chaque année nos évaluations individuelles étaient excellentes et prouvaient notre respect des normes d'hygiène et de sécurité.

Donc c'était clairement de la répression antisyndicale ?

Oui ! Pour nous, il n'y a aucun doute ; même l'inspection du travail va dans ce sens en envoyant un courrier au PDG et lui demandant de retirer ses sanctions.

Après vos mises à pied, comment avez-vous réagi ?

Nous nous sommes tout de suite organisées et nous sommes restées très soudées. Nous avons fait des rassemblements devant l'Hôtel de Ville de Paris, des occupations du siège de People and Baby et de la garderie. Nous avons manifesté le 1^{er} Mai et nous avons poursuivi jusque sous les fenêtres du domicile du PDG en criant : « Patron, voyou ! On te retrouvera partout ! »

Et les parents, comment ont-ils réagi ?

Ils ont été choqués de devoir confier leurs enfants à des inconnus et de nous voir partir en pleurs. Les enfants ont perdu leur place à la sieste et le projet pédagogique initial a brutalement changé. Du coup, les parents ont monté un comité de lutte et viennent à nos actions.

Et quel est le rôle de la mairie de Paris dans tout ça ?

En fait, nous travaillions dans une association ayant une délégation de service public (DSP) accordée par la municipalité et dont les locaux appartenaient à la mairie. Dès 2006, après l'ouverture au marché européen, la DSP fut transformée en « marché public » et la mairie de Paris confia la gestion de la halte-garderie à une entreprise privée : People and Baby.

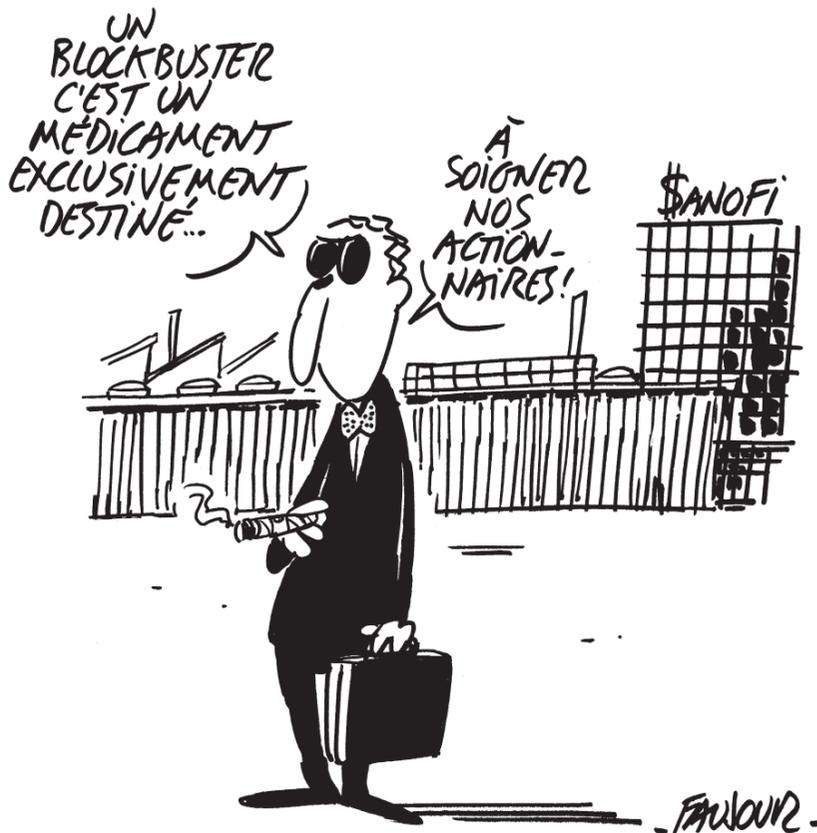
Que va-t-il se passer maintenant ?

Nous ne lâcherons rien ! Nous sommes de plus en plus nombreux et nombreuses. Nous avons notamment reçu une lettre de soutien des Conti. Et dans le 13^e arrondissement, plusieurs organisations nous soutiennent et nous aident. Nous continuerons de lutter pour la réintégration de toute l'équipe à Giono. Un coup porté contre un est un coup contre tous.



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MARC)

SANOFI LES PROFITS CONTRE L'EMPLOI



Depuis la fusion entre Sanofi et Aventis, des milliers de postes ont disparu ou sont menacés pour les seuls sites français. La résistance à ces restructurations est rendue encore plus difficile car les conditions de départ sont souvent avantageuses dans ce secteur particulièrement riche.

L'industrie pharmaceutique est la plus rentable du monde et elle est déterminée à maintenir son fabuleux taux de profit, coûte que coûte. Si elle ne peut augmenter de manière infinie son chiffre d'affaires, elle peut profiter des fusions pour réaliser des « économies d'échelle ». Ainsi, les années 1990 ont été marquées par les mégafusions qui ont permis aux mastodontes du secteur d'atteindre une masse critique, seule susceptible de donner accès à des médicaments miracles, ceux qui engendrent le plus de profits grâce à des budgets de recherche pharaoniques. Le Graal à atteindre étant le « blockbuster », médicament susceptible de générer plus de 1 milliard de dollars, dès la première année de sa commercialisation. Sanofi Aventis est né en 2004, de la réunion de Sanofi Synthélabo et d'Aventis. Depuis lors, les plans sociaux se sont succédés. Rien qu'en France, 2000 postes de commerciaux,

1400 postes de recherche, 1500 emplois industriels ont été supprimés ou vont disparaître dans les années à venir. Tous ces plans sont ou ont été relativement discrets car les immenses moyens financiers du groupe ont permis que les choses se passent en douceur : primes de départ plus que conséquentes (comparativement à d'autres secteurs de l'industrie), départs anticipés, mobilité, ... et bien sûr, pas ou peu de licenciements... seulement des milliers de suppressions d'emplois.

Une riposte à la hauteur tarde à se mettre en place. Seules certaines organisations syndicales (SUD, CGT) sont prêtes à se battre contre les restructurations et donc les suppressions de postes. Les autres syndicats sont plutôt dans une optique de négociation des conditions de départ qui sont parfois tellement avantageuses, notamment dans le cadre des départs anticipés, que les salariés eux-mêmes les pressent de négocier ! Toutefois, des actions sont possibles comme des débrayages,

l'interpellation des élus locaux, la dénonciation de la politique du groupe dans la presse ...

Seules les organisations syndicales pourraient organiser la convergence, pour qu'une indispensable riposte d'ampleur, à l'échelle de tous les secteurs du groupe, voie le jour. Mais nombre d'entre elles, engluées dans les instances (comité central d'entreprise, comité de groupe), refusent de construire un rapport de forces sur le terrain. Malgré cela, quand les équipes syndicales en place sont déterminées et unies, la mobilisation se construit. Sur l'ensemble des sites, les salariés ont bien conscience que la remise en cause des restructurations demande un immense rapport de forces. Ainsi, l'hiver dernier, la grève pour les salaires a secoué le groupe mais la direction est restée intransigeante malgré le coût de cette grève.

L'arrivée d'un nouveau directeur général, l'an dernier, a servi de catalyseur pour faire prendre conscience aux salariés que le groupe génère beaucoup de

richesses et qu'il la confisque aux profits des actionnaires et des dirigeants en laissant des miettes aux salariés.

Le NPA dénonce les milliers de suppressions d'emplois dans cette société la mieux cotée du CAC 40 et, plus généralement, les profits considérables engrangés par l'industrie pharmaceutique sur le dos des malades et de la Sécu, le détournement des fonds publics pour la recherche (les labos bénéficient du crédit d'impôt recherche). La recherche doit se faire dans l'unique optique de la satisfaction des besoins de santé publique. C'est pourquoi elle doit être publique et disposer des moyens nécessaires. Il serait normal que l'industrie pharmaceutique soit nationalisée et intégrée à un service public global de la santé.

Correspondant

et aussi

LA CPAM TEMPORISE DANS LE PROCÈS CONTRE DIDIER

POUPARDIN. La caisse primaire d'assurance maladie du Val-de-Marne ayant omis de désigner un avocat pour la défense, le procès qu'elle intente au docteur Didier Poupardin est repoussé au 9 septembre ! Didier Poupardin en a été prévenu quelques heures avant le début de l'audience prévue le 20 mai : la CPAM paraissait pourtant sûre d'elle puisque, quelques jours auparavant, son directeur lui avait infligé une amende de 4000 euros, allant au-delà de la demande de la commission des pénalités composée d'un représentant du Medef, de trois représentants des syndicats de médecins, et de représentants de la CGT, de la CFDT et de FO qui avait proposé une amende de 3000 euros. La mobilisation pour défendre la lutte du médecin contre les ordonnances bizone avait pris de l'ampleur dans les jours qui précédaient. Didier Poupardin est intervenu devant plus de 3000 personnes lors du rassemblement sur le plateau des Glières (Haute-Savoie) où malgré

le froid, le public l'a chaleureusement écouté et appuyé. Des élus, associations, organisations syndicales ont aussi tenu dans les jours précédant le procès à l'assurer de leur soutien. Plusieurs dizaines de personnes étaient d'ailleurs présentes le 20 mai au tribunal de Créteil et se sont donné rendez-vous pour une nouvelle réunion, et pour être encore plus nombreuses le 9 septembre.

ANESTHÉSISTES : VICTOIRE DE LA COMBATIVITÉ. En grève depuis le 11 mars et en manifestation venant de toute la France le 18 mai, ils ont appris ce jour-là que leur ministre, Roselyne Bachelot, refusait de les recevoir. À 3000, ils ont alors décidé de quitter l'itinéraire prévu et de bloquer plusieurs heures la gare Montparnasse pour être entendus. Les infirmiers anesthésistes demandent la reconnaissance de leur diplôme à bac+5. Message reçu : Roselyne Bachelot a dû déclarer qu'elle « avait l'intention de les recevoir » et que la reconnaissance de leur diplôme serait effective d'ici la fin de l'année.



et aussi



LE TRIAGE DE VILLENEUVE DOIT VIVRE!

À l'appel du comité de défense du triage de Villeneuve-Saint-Georges, près de 200 cheminots, syndicalistes, élus, membres du mouvement associatif et habitants de la commune se sont réunis, le 18 mai, pour la première réunion publique de ce comité. La fermeture du triage de Villeneuve est prévue d'ici la fin de l'année et elle détruirait plus de 400 emplois de cheminots. Le gouvernement Fillon et la direction de la SNCF ont pour objectif de supprimer la majorité du trafic de wagons isolés, reportant ainsi ce trafic sur la route. Le « plan fret » a déjà supprimé 5000 postes de cheminots dans la branche fret et, dans le même temps, jeté près de 1,5 million de camions supplémentaires sur les routes. Ce sont là les conséquences de choix politiques qui sacrifient l'emploi et le transport écologique au profit d'une logique purement financière, bien loin des promesses électorales de Sarkozy sur le Grenelle de l'environnement. Le développement du transport de marchandises par le rail est vital et doit être reconnu comme une mission de service public!

QUAND IBM PILLE L'INFORMATIQUE DE LA SNCF. Mercredi 26 mai, des centaines de cheminots informaticiens, mais aussi des prestataires, devaient se retrouver devant le siège de la SNCF afin de redire à Pépy leur refus des délocalisations et le pillage de l'informatique SNCF par IBM. Une « journée sans informaticiens » a déjà eu lieu le 1^{er} avril. Fin 2009, la SNCF a passé un accord avec la multinationale pour lui sous-traiter son informatique. D'après les organisations syndicales CGT - Unsa - SUD-Rail - CFDT qui exigent que l'Epic SNCF garde la maîtrise de tous ses systèmes d'information, il s'agit d'une opération strictement financière qui se traduira par la délocalisation de près de 1000 emplois vers des pays à bas coûts. Elles alertent également sur le danger qu'il y aurait pour la SNCF à se départir du contrôle de son système informatique. Aujourd'hui, IBM travaille déjà avec 60 compagnies ferroviaires à travers le monde.

LA POSTE 92 RÉPRESSION SANS PRÉCÉDENT

Les postiers des Hauts-de-Seine sont entrés en lutte contre les suppressions d'emplois engendrées par le processus de privatisation.

IL N'Y A pas un jour sans qu'une grève n'éclate quelque part à La Poste, sans qu'une lutte locale ne se développe. Pourtant, malgré une réactivité évidente, jamais ces divers mouvements n'ont été unifiés.

La Poste est en transition vers la privatisation, la transformation en société anonyme n'étant qu'une étape impliquant des réorganisations globales et brutales. Entre 2003 et 2009, l'entreprise a supprimé plus de 40 000 emplois à temps plein. 8 000 suppressions de postes sont prévues cette année.

En 2009, dans les Hauts-de-Seine, une grève de 78 jours a fait partiellement reculer la direction. Mais ces acquis locaux n'ont pas suffi à mettre un terme au projet national. Le 15 avril dernier, une nouvelle bagarre des postiers du 92 a démarré contre les restructurations, touchant la distribution, l'enseigne et le tri. 450 emplois vont être détruits dans les centres de tri du département. Dans la distribution, le plan « Facteur d'avenir » prévoit la suppression de 20 000 postes sur tout le territoire en instaurant l'auto-remplacement des facteurs en cas d'absence, supprimant le principe d'attribution d'une tournée à chaque facteur. Le 15 avril, puis le 20 mai, plus de 200 postiers des centres de tri et de la distribution ont manifesté dans les rues de Nanterre contre ces restructurations.

Entre ces deux manifestations, trois bureaux du département se sont mis en grève majoritaire, le 26 avril à Châtillon, le 30 à Clamart et le 5 mai à Asnières, contre des suppressions de tournées, donc de postes de facteurs, et pour un report des réorganisations. L'entreprise a répondu par le lock-out, empêchant l'entrée et la tenue d'AG dans les locaux, n'hésitant pas à faire appel à des gros bras, des vigiles et des maîtres-chien. Mieux, elle impose comme condition aux négociations que les grévistes cessent tout rassemblement aux abords des établissements postaux, bref, qu'ils cessent toute activité!

En partie mise en échec l'année dernière, la direction refuse de négocier et frappe fort : 20 blâmes, 11 suspensions et mises à pied, visant notamment deux membres du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) départemental, Laurent Pisani et Yann Le Merrer, ainsi que deux représentants départementaux de SUD-PTT, Bertrand Lucas et Gaël Quirant. Ce dernier est également convoqué à un entretien préalable au licenciement, le 14 juin, pour ses « agissements lors de la grève ».

Forts du succès de la manifestation du 20 mai, les grévistes du 92 se sont adressés le lendemain à leurs camarades de Paris pour défendre l'idée d'un « tous ensemble » et casser les barrières artificielles élevées par le patronat entre les différents secteurs géographiques. Après une prise de parole à Paris 17^e et une rencontre avec les grévistes de Paris 8^e, ils ont proposé à l'assemblée une manifestation devant le siège national de La Poste.

Rien ne pouvait faire plus peur à la boîte que cette jonction dans la lutte et l'occupation du siège par une action conjointe des grévistes du 92, de Paris 8^e et 17^e. Cela a forcé la direction à accepter l'ouverture de négociations. À l'heure où nous écrivons, l'issue de la lutte des facteurs du 92 n'est pas connue. Une seule chose est sûre, l'avenir des luttes passera par des jonctions telles que nous avons pu les vivre, seul chemin vers la convergence des luttes, seule possibilité pour imposer un véritable rapport de forces.

Léa Nolan, Marie Leroi et Isa Asripe



(DR)



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

MARTINE AUBRY VEUT METTRE DU CARE DANS L'IDÉOLOGIE DU PARTI SOCIALISTE

La notion de « care » est apparue aux États-Unis dans les années 1980. Ce concept comprend de multiples dimensions contrairement à l'utilisation qu'en fait Martine Aubry. Pour celle-ci, le care se limiterait à la maladie et à la dépendance.

Le 2 avril dernier, Martine Aubry se prononçait sur Mediapart en faveur d'une « société du bien-être et du respect, qui prend soin de chacun et prépare l'avenir ». Cette société que la première secrétaire du Parti socialiste appelle de ses vœux se voudrait le socle idéologique d'une « gauche solide sur ses valeurs » et la réponse face « au matérialisme et à l'individualisme ». La société du « care » dont il est question serait, selon la maire de Lille, la société « du soin mutuel : la société prend soin de vous, mais vous devez aussi prendre soin des autres et de la société ».

Le mot care, traduit en français généralement par soin, attention, sollicitude ou encore « concernement » est apparu dans le sillage de la deuxième vague du féminisme américain à partir des travaux

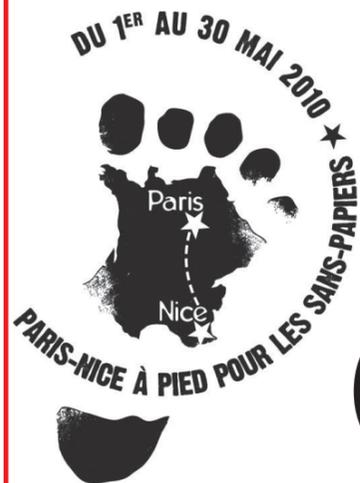
de la psychologue Carol Gilligan. Ce concept anglophone désigne tout à la fois un souci, une attention portée à autrui (to care about) et le fait de s'occuper, de prendre soin de quelqu'un, de quelque chose (to take care of). Cette perspective qui a pris le nom de care, permet de réévaluer toute une série d'activités généralement mises à l'écart, ignorées, voire méprisées, et souvent reléguées à la sphère privée ou intime et qui sont le lot des femmes d'une part, et de tous les « outsiders » du pouvoir, d'autre part. Même si le concept n'est pas neuf et date des années 1980, son introduction dans le débat public national est une première. Il est vrai que tant les féministes que les chercheurs français n'ont jamais été séduits par ce concept, à la différence du monde anglo-saxon où le livre de Carol Gilligan, *In a different voice*¹, a été un best-seller et demeure

la référence pour plusieurs générations de militantes. Mais son utilisation dans le débat français par Martine Aubry soulève plusieurs questions. Et la première est bien celui du choix des mots : ainsi Patricia Paperman et Sandra Laugier², rares spécialistes de ce concept en France, ont refusé de traduire le care en français. Elles cherchaient en fait à en garder les multiples dimensions et échapper ainsi à toute réduction qui porterait vers le soin ou l'expression de sentiments et d'émotions. Martine Aubry en le traduisant par « soin mutuel, bien-être », tombe justement dans ce que les auteurs cherchent à éviter et laisse penser que c'est un concept limité à la maladie et la dépendance. La question centrale du care est sa volonté manifeste de donner du pouvoir à ceux et celles qui n'en ont pas, principalement en revalorisant tout un ensemble

d'activités de la sphère privée et du monde du travail qui sont marginalisées par la société capitaliste. Dans ce sens, la conception de l'individu, qui n'est pas un simple être juridique mais un parcours, une histoire, des sentiments, permet de penser l'égalité, le travail ou la citoyenneté. La première secrétaire du Parti socialiste n'arrivera pas à nous faire croire que son parti est capable de mettre du care dans le politique, surtout après avoir fait, et depuis longtemps, le choix du marché et des puissants..

Wassim Azreg

1. *Une voix différente*, collection Champs, Flammarion.
2. Paperman P. & Laugier S. (dir.), *Le souci des autres. Éthique et politique du care*, éditions de l'EHESS, « Raisons Pratiques », 2005.



50 ANS DE FRANCE CHASSÉS D'ICI,

25^e SOMMET FRANCE-AFRIQUE: SOUS LE SIGNE DU RENOUVEAU?

Au début de son mandat, Sarkozy souhaitait faire de la rénovation des sommets France-Afrique un des symboles de sa prétendue volonté de rupture en matière de politique africaine. Après avoir hésité à abandonner cette grand-messe rituelle de la Françafrique, puis avoir consulté différentes personnalités pour en faire évoluer la forme et le contenu, la seule nouveauté finalement retenue pour le 25^e sommet qui se déroulera à Nice les 31 mai et 1^{er} juin sera la présence des multinationales françaises sous couvert d'ouverture à la « société civile ».

Créés en 1973, ces sommets bisannuels, alternativement organisés en France et en Afrique, ont pour objet de réunir autour du président français les chefs d'État africains, d'abord ceux du « pré carré » francophone, puis des autres pays du continent : symbole évident de certaines relations de vassalité entretenues par delà les indépendances formelles et manifestation de la « grandeur » de la France et des survivances de son empire colonial. De ce point de vue, pas de changement : le 25^e sommet est toujours très officiellement qualifié de « réunion de famille » par Sarkozy, et c'est à huis clos et en comité restreint que seront discutées les affaires françafricaines les plus sensibles. Le sommet s'inscrit par ailleurs dans les cérémonies (françaises) du cinquantenaire des indépendances des anciennes colonies africaines qui, sans surprise, prennent surtout l'allure d'une célébration de la période coloniale.

Il se déroule dans une période de concurrence accrue et de perte (relative, car sa capacité de nuisance et ses intérêts restent considérables) de l'influence française en Afrique, qui se traduira peut-être par une baisse du nombre de participants de « haut niveau » par rapport au sommet de Cannes en 2007. C'est dans ce contexte que la France va une nouvelle fois tenter de se faire passer pour l'avocate des intérêts africains en matière diplomatique (création d'un poste de membre permanent du Conseil de sécurité attribué à un pays africain), économique (place de l'Afrique dans les négociations de l'OMC suite au processus de Cancun), écologique (avec la bénédiction des dictateurs francophones des pays du bassin du Congo) et enfin militaire. Pour ce dernier volet, Sarkozy entend mieux « expliquer » sa « réforme » de la politique militaire qu'est censée illustrer la renégociation des accords de défense en cours, et va à nouveau proposer de mettre ses bases et sa coopération militaires à disposition des futures forces de maintien de la paix de l'Union africaine : manière de fournir une nouvelle légitimité à la présence militaire française en Afrique et de poursuivre une politique d'influence et d'ingérence en ce domaine.

Mais la véritable nouveauté du sommet, c'est la décision de l'ouvrir aux entreprises privées : la totalité du CAC 40 et 40 grosses PME, ainsi que 150 entreprises africaines, sont ainsi invitées à débattre sous prétexte d'élaborer une charte des entreprises françaises en Afrique. En fait, il s'agit bien évidemment de consolider les intérêts économiques de la France dans ses anciennes colonies et de les développer davantage dans les autres pays. Pour parer à ce genre d'accusations, Sarkozy a tenté de faire cautionner l'initiative par des organisations syndicales françaises et africaines, lesquelles ont fort heureusement pour la plupart refusé. Les chefs d'État invités ont en revanche mis leur veto à la présence des partis politiques ou des organisations de la société civile, craignant que ces derniers n'utilisent le sommet comme une tribune pour dénoncer les crimes et l'absence de légitimité démocratique des dictatures.

Un contre-sommet est organisé, avec la participation d'organisations françaises et africaines, à Aubervilliers, le 29 mai. Une manifestation sera également organisée à Nice pendant le sommet. En lien avec la Marche des sans-papiers, elle entend ainsi dénoncer la double politique de la France à l'égard de l'Afrique, résumée par le slogan : « Chassés d'ici, pillés là-bas ! » Alors tous à Nice !

POURQUOI DOIT-ON COMBATTRE LE RACISME ?

Le socialisme dépend de la capacité des travailleurs à surmonter leurs divisions. Le racisme en est une. Il fait des différences physiques ou culturelles entre les gens (couleur de peau, langue, religion), une base pour les traiter différemment. En servant les intérêts d'une minorité, le racisme a deux objectifs : diviser le monde du travail à l'intérieur des frontières et construire un bloc national pour justifier l'impérialisme à l'extérieur.

Le racisme est utilisé pour diviser les travailleurs, en les opposant au lieu de les unir contre leurs exploités communs. Ainsi, l'immigration est souvent présentée comme une des causes du chômage et des bas salaires. Des idées de ce type ne sont pas seulement véhiculées par l'extrême droite ou la droite. En prétendant défendre les conditions de vie de la population, elles sont trop souvent acceptées à gauche.

Le sociologue américain Al Szymanski a comparé la situation des ouvriers noirs et blancs dans les différents États des États-Unis. Il a ainsi pu démontrer que moins il y a de discrimination salariale entre les blancs et les noirs dans un État, plus les salaires des blancs sont importants comparés à ceux des autres États. Le

racisme a qu'à une l'objectif Le racism « nos entr les intérêt gagner da Pourtant pressions utilisent l obtenir o majorité de solidarise l'espoir q faire dom

QUELLES PERSPECTIVES AUX LUTTES ?

Les mouvements de travailleurs sans papiers connaissent depuis deux ans un regain d'activités. De la première vague de grèves initiée en avril 2008 à celle qui secoue encore aujourd'hui le BTP, la restauration, ou l'intérim en Île-de-France, ce sont des milliers de salariés qui affrontent courageusement le patronat et le gouvernement. Parallèlement, à travers les multiples initiatives du Réseau éducation sans frontières, des No Border à Calais ou encore des associations investies dans la semaine anticoloniale, c'est la question des droits citoyens des migrants qui revient en permanence s'inviter dans celui, plus général, de la défense collective de nos droits face à un appareil répressif de plus en plus agressif envers le mouvement social. L'accueil chaleureux réservé partout sur le passage des marcheurs du « Paris-Nice à pieds pour les sans-papiers », le caractère très unitaire des collectifs montés pour l'occasion, démontrent s'il en était besoin la disponibilité militante existante. Alors pourquoi ce qu'il est possible de réaliser dans les régions ne le serait pas dès qu'on aborde les problèmes dans un cadre national ? Certes, l'occupation de la Bourse du travail de Paris par la coordination 75 et son épilogue de l'évacuation musclée par le service d'ordre de la CGT ne constituaient pas un cadre idéal pour aller dans le sens d'une unification du mouvement des sans-papiers. De nombreuses tentatives de sortie de conflit ont été tentées depuis mais, un an après ces regrettables événements, certains res-

pensables ment en Cette divi Pourtant, contre sur de la Régio « bons sar les « mauv myopie p Le mouve D'abord e nous pou un vrai ra tion prem masse, no fausses so sont déjà nous est c

MARCHE DES SANS-PAPIERS : ÉTA

Le préfet de l'Yonne a qualifié la Marche des sans-papiers de « pantalonnade au regard de la situation dans l'Yonne » et s'est insurgé contre le soutien des « partis respectables ». Guillaume Larrivé, numéro 3 du ministère de l'Intérieur et conseiller municipal d'opposition UMP à Auxerre, a quant à lui déclaré scandaleuse la démarche d'accueil du maire qu'il exhorte à « respecter la loi ». Nous publions ci-dessous des extraits de la réponse du collectif de soutien à la Marche : « Merci ! Merci !

« Pantalonnade » dites-vous M. le préfet. « Scandale ! » vous exclamez-vous M. Larrivé. Vous êtes employés du même ministère de l'Intérieur et la proximité de vos indignations ou de vos menaces ne nous surprend pas.

[...] Vous avez manqué quelques épisodes qui vous auraient peut-être incités à plus de retenue.

Ah ! si vous étiez venus...

Vous auriez constaté le soutien chaleureux des citoyens icaunais lors de la traversée des villes et des villages, à Saint-Julien-du-Sault par exemple. Merci à eux. Vous auriez apprécié l'accueil des élus à Sens, à Joigny, à Auxerre (où les marcheurs ont trouvé gîte), la fraternité de ceux de Gron, d'Étigny, de Villeneuve-sur-Yonne, de Migennes, de Bassou (où ils ont pu se restaurer ou souffler un peu). Merci à ces élus.

Vous aurie pathie des Vous aurie associatio Vous aurie nelles, enj tants des des partis qui croya [...]

Le Collect

1. Action c taires, Asso CIMADE, C sanne, Éch écologique Solidaires,

vements

FRANÇAIS AFRIQUE : PILLÉS LÀ-BAS

LE RACISME ?

Il a donc un impact négatif pour l'ensemble des salariés et ne bénéficie qu'à une minorité, les employeurs. Il a d'ailleurs émergé avec le capitalisme, dans le but de justifier l'esclavage et le colonialisme. Il se répand l'idée que nous devrions soutenir « notre nation » en compétition avec les autres. Nous devrions ainsi défendre « nos sportifs », « notre culture », « nos entreprises », « nos soldats »... Ce nationalisme permet de masquer le fait que les profits des capitalistes ne sont pas les nôtres, et que nous n'avons rien à attendre de la guerre financière à laquelle ils se livrent. Le racisme n'est pas une fatalité. Chaque personne est soumise à deux logiques contradictoires : celle des idées racistes, qui trouvent un écho car elles valorisent le caractère compétitif de la société capitaliste, la crise, la peur de ne pas trouver de travail, l'isolement. Mais la condition sociale de la vie de la population fournit également les bases objectives permettant de se battre avec les souffrances des exploités et des opprimés et de développer leurs luttes inspirées. Les anticapitalistes militent au quotidien pour vaincre ce deuxième type d'idées.

LES LUTTES DES SANS-PAPIERS ?

Les syndicats ou associatifs continuent de jouer la partition du mouvement malgré le dépit des risques encourus pour tout le mouvement des sans-papiers. Cette position entretenue ne sert que le pouvoir qui ne peut que s'en réjouir. Il existe de nombreuses passerelles entre les grévistes que l'on rencontre aux piquets et les collectifs de sans-papiers regroupés dans le ministère de l'Immigration et de la Nationalité. Vouloir faire la distinction entre les « sans-papiers » des piquets de grève qui luttent contre leurs patrons et les « vrais sans-papiers » que seraient tous les autres relève au mieux de la rhétorique et au pire d'un sectarisme aveugle. Le mouvement des sans-papiers a aujourd'hui, plus que jamais, besoin d'unité ! Cette unité passe par son sein, ensuite de l'unité de ses soutiens. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions dépasser le caractère encore limité des mobilisations et opposer un rapport de forces à ce gouvernement. Mais si cette unité en est la condition, elle n'est pas la seule. Développer un mouvement antiraciste de façon particulièrement dans la jeunesse, serait un formidable appel à refuser les solutions face à la crise que sont le repli nationaliste et le racisme. Ce sont celles que l'on entend venir de la droite et de l'extrême droite. Le temps est compté, alors agissons !

LE CAS DE LA REGION ICAUNAISE

« Venez, aux étapes et sur le parcours, vu les marcheurs entourés de la sympathie des militants humanitaires, des syndicalistes. Merci aux militants. Venez partager le repas convivial entre les marcheurs et les membres des associations du Jovinien. Merci aux associations. Venez pu (surpris, contrariés peut-être) assister aux discussions (fraternisées souvent) entre les militants des partis de gauche et les représentants des Églises catholique et protestante. Merci aux chrétiens et aux adhérents des « respectables » (comme vous les qualifiez M. le Préfet). Merci à ceux qui sont allés au ciel et à ceux qui n'y croyaient pas.

« Un collectif icaunais de soutien à la marche des sans-papiers »

« Un collectif de chrétiens pour l'abolition de la torture, Association des Communistes unifiés de France, Association Montgolfière, Autre Gauche en Bourgogne, C3V-Maison citoyenne 89, Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde, CGT, Confédération paysanne, Europe Écologie, Fédération pour une alternative sociale et politique, FSU, Gauche unitaire, Lacim, LDH, MouV'Art, NPA, PCF, PG, PS 89, RESF, Sud-Paris, Ufal, Utopia, Verts, Vivons ensemble.



Photos : Michel

PROGRAMMES DES CONTRE-SOMMETS

À Nice et dans les Alpes-Maritimes

Judi 27 mai : 18h30, conférence « Afrique France Europe : néo-colonialisme ou partenariat ? », débat à l'hôtel Ibis de Nice (proche gare SNCF).

Samedi 29 mai :
• 10 à 12 heures : film-débat *La fin de la pauvreté ?*, cinéma la Strada (Mouans-Sartoux) ;
• 18 heures : étape de la Marche Paris-Nice à Mouans-Sartoux.

Dimanche 30 mai :
• 10 heures : manifestation avec les marcheurs à Cannes, départ esplanade devant la mairie
• 16 heures : rassemblement avec les marcheurs devant le CRA de Nice (caserne Auvare)
• Soirée festive sur place : repas collectif, animations, concert de ZEP.

Lundi 31 mai :
• 11 heures : stands d'information toute la journée place de la Libération, pique-nique collectif à prix libre, animations tout l'après-midi ;
• 18h30 : manifestation unitaire au départ de la gare SNCF de Nice ;
• 20h30 : table-ronde et débats, place de la Libération (ou en salle en cas de pluie).

Infos, contact (dont hébergement militant) :
contresommet.nice@gmail.com
Programme détaillé sur <http://local.attac.org/attac06>
Site de la Marche Paris-Nice :
www.ministere-de-la-regularisation-de-tous-les-sans-papiers.net

À Aubervilliers, Forum citoyen France-Afrique

Le 29 mai, conférences-débats et grand concert gratuit avec Apkass, slam hip-hop jazz-soul, HK et les Saltimbanks, chanson française naturalisée avec HK, chanteur de MAP, et Atri N'Assouf, blues-rock Touareg. RV espace Fraternité (Magic Mirror). Cabaret situé 10-12 rue de la Gare, Aubervilliers (M° Porte de la Chapelle, bus 552, 65 arrêt Skanderbeg ou bus 54, PC3, Porte d'Aubervilliers).

• 11 heures-12h30 : néocolonialisme et réalités des migrations ;
• 12h45-14h30 : élections et démocratie en Afrique ;
• 14h45-16h30 : responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique ;
• 17 à 19 heures : panorama des résistances des sociétés civiles en Afrique ;
• 19h30-minuit : concerts contre la Françafrique.

Plus d'infos sur : <http://survie.org>



GRÈCE APRÈS LA GRÈVE

Après la grève très suivie du 20 mai, les perspectives d'une mobilisation unitaire semblent renvoyées aux calendes grecques.

MÊME si les avions volaient (les contrôleurs du ciel n'ont pas fait grève, pour ne pas entraver le tourisme, à la suite de la campagne alarmiste du gouvernement), la nouvelle grève générale du 20 mai a été quasiment aussi suivie que celle du 5 mai : cela en dit long sur la colère de la population. Les manif dans toutes les villes du pays étaient très fortes et à Athènes, le cortège principal a rassemblé bien au-delà de 50 000 personnes.

En plus de la bataille contre les mesures déjà votées, la confédération du privé GSEE et la Fédération du secteur public Adedy appelaient aussi contre le projet de loi réformant le régime des retraites, repoussées d'au moins trois ans. La colère était dans les slogans et sur les panneaux. Les enseignants (primaire et secondaire) formaient un très gros bloc avec leurs syndicats, et une nouvelle fois, des syndicats de base exigeaient la poursuite des mobilisations. Beaucoup de monde aussi avec la gauche radicale et anticapitaliste, qui défilait derrière les syndicats de base.

La manifestation a rendu hommage aux trois travailleurs morts le 5 mai, asphyxiés par des moutons dans l'incendie de leur agence bancaire, au pied de laquelle étaient déposées fleurs et couronnes. Déjà très provocatrice avant cette tragédie, la police se déchaîne depuis, ce qui a valu à différents militants d'être embarqués par les prétoires, sans raison fondée évidemment : simples arrestations préventives... de militants syndicaux et politiques, dont des membres de Syriza et d'Antarsya ! Le regroupement de gauche anticapitaliste Antarsya, qui a eu l'honneur de voir son cortège massif encadré par les Rambo, dénonce ce climat policier très inquiétant.

Alors que la situation générale exige la constitution d'un large front de riposte unitaire, Pame, le regroupement syndical du KKE (PC grec), a manifesté une nouvelle fois à part (et loin du Parlement) et a tout fait pour ne plus être là quand allait arriver la manif principale ! Il semble que les dirigeants du KKE aient craint deux choses : la combativité de leurs militants, qui n'étaient pas les derniers à dénoncer les députés le 5 mai devant le Parlement, et la crainte que se répètent les rapprochements entre cortèges qui s'étaient opérés les 5 et 6 mai. On mesure le gâchis : alors que le KKE a réussi le 15 mai un rassemblement national de 20 à 30 000 manifestants à Athènes, son positionnement sectaire pèse sur la suite des mobilisations. Cela ne peut qu'arranger les directions syndicales nationales, liées au Pasok, aujourd'hui sous une forte pression de leur base : l'absence d'unité est une entrave pour la seule perspective réaliste, la grève reconductible. Les bureaucrates, face à cette forme de mobilisation impliquant l'auto-organisation, risquent de ne proposer que de nouvelles journées de grève nationale, renvoyant ainsi aux calendes grecques le passage à une forme supérieure de mobilisation indispensable.

Andreas Sartzekis

NUCLÉAIRE IRANIEN LES FAUX-SEMBLANTS DIPLOMATIQUES

Lundi 24 mai, l'Iran a remis à l'Agence internationale de l'énergie atomique une lettre formalisant l'accord entre l'Iran, le Brésil et la Turquie sur le nucléaire. « Une victoire pour la diplomatie », dit Lula, mais elle ne désarme pas les visées impérialistes des USA et d'Israël.

A lors qu'à l'ONU les USA, main dans la main avec la Russie et la Chine, concoctaient une résolution en vue de nouvelles sanctions contre l'Iran, le Brésil et la Turquie (pays membre de l'Otan) sont parvenus à un accord avec Téhéran qui vient donc d'être confirmé par écrit. Cet accord prévoit un échange de combustibles nucléaires : l'Iran transférerait 1200 kg d'uranium légèrement enrichi en Turquie et recevrait en échange 120 kg d'uranium enrichi à 20%, combustible pour son réacteur de recherches médicales. L'accord vise à permettre l'approvisionnement de l'Iran en uranium enrichi pour ses besoins civils sans qu'il ait à le produire sur son sol. En effet, cet uranium enrichi est aussi nécessaire pour la fabrication de l'arme atomique.

Le texte a été signé en grandes pompes de façon démonstrative par les ministres des Affaires étrangères des trois pays en présence d'Ahmadinejad et de Lula ainsi que du Premier ministre turc. Il représente un geste politique d'indépendance vis-à-vis des USA qui permet au Brésil et à la Turquie de jouer un rôle sur la scène mondiale dans le même temps que Téhéran en fait un geste de bonne volonté, accusant les USA de la responsabilité des tensions entre les deux pays.

En février, après que Téhéran a lancé la production d'uranium enrichi à 20%, les puissances occidentales et la Russie ont accéléré les négociations pour faire adopter de nouvelles sanctions contre l'Iran par le Conseil de sécurité de l'ONU. Ce dernier l'a déjà sanctionné trois fois pour les mêmes raisons.

« Il n'y a plus besoin de sanctions », déclarait le ministre des Affaires étrangères turc, alors que celui du Brésil affir-



mait que le « temps est toujours à la diplomatie et la négociation ». « L'Iran, en acceptant la proposition turque et brésilienne, a montré sa bonne volonté. Désormais, la balle est dans le camp des Occidentaux, et le groupe de Vienne (États-Unis, Russie et France) doit donner une réponse adéquate à l'offre de coopération de l'Iran », a déclaré le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique.

Israël a aussitôt dénoncé des « manœuvres » de Téhéran accusé de manipuler la Turquie et le Brésil. Plus réservé, le porte-parole d'Obama, Robert

Gibbs, se contentait de dire « nous prenons acte des efforts consentis par la Turquie et le Brésil ». Il n'est cependant pas question de revenir sur le projet de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU prévoyant de nouvelles sanctions. Ban Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU, avait déjà prévenu que Téhéran devait tout de même se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité. Israël, les USA et l'ONU prennent argument du fait que l'accord signé n'empêche nullement l'Iran de continuer à enrichir l'uranium à 20% sur son propre territoire.

Chacun joue sa partie en fonction de ses propres intérêts. Les USA et leurs alliés européens cherchent à associer la Chine et la Russie au maintien de l'ordre mondial, contre les peuples. La Turquie et le Brésil, puissances émergentes, se font les avocats de l'Iran pour mieux s'imposer comme puissances internationales alors que la dictature iranienne tente de jouer des contradictions... La paix n'est pas vraiment leur souci, ni le sort des peuples. Ce qui se négocie, ce sont les rapports de forces internationaux.

Yvan Lemaître

et aussi

AUSTÉRITÉ PARTOUT. Pour essayer de pallier la crise, les gouvernements européens ont réalisé des plans de relance à l'aide d'emprunts de plusieurs centaines de milliards d'euros. Ils ont échoué et les déficits budgétaires s'accroissent. On présente maintenant partout la facture aux salariés.

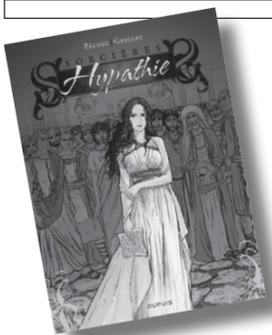
GRANDE-BRETAGNE. Le gouvernement conservateur, allié aux libéraux-démocrates, n'a pas tardé à mettre en place la promesse électorale d'un énorme plan de réductions budgétaires visant à rassurer les financiers de la City. Les 7,2 milliards d'euros d'économies vont se traduire par la suppression de milliers d'emplois publics. L'aide donnée pour chaque nouveau-né est supprimée, les crédits aux collectivités territoriales, aux provinces autonomes (Écosse, Pays de Galles, Irlande du Nord) et aux universités sont réduits. Et ce n'est qu'un début, car ces mesures ne représentent que 4% d'un déficit de 12% du PIB et des mesures

plus drastiques sont prévues fin juin et à l'automne, dont l'augmentation probable de la TVA. Au même moment, l'ancien Premier ministre, Tony Blair, accumule de nouveaux emplois très lucratifs : conseiller de la banque JP Morgan Chase à Wall Street et conseiller d'une société californienne de capital risque...

ESPAGNE. Le gouvernement socialiste de Zapatero, a lancé un plan d'austérité draconien de 15 milliards d'euros par an pour redresser le déficit budgétaire de 11% du PIB. Il comporte une réduction de 15% des salaires de la fonction publique (-5% en 2010 et gel en 2011), la suppression de 13 000 postes de fonctionnaires cette année et une baisse importante des budgets régionaux. Le taux de chômage, le plus élevé de la zone euro, est de 20% et ces mesures ne peuvent que l'accroître. En visite à Madrid, Dominique Strauss-Kahn a appelé à rendre le marché du travail plus flexible, à baisser le coût du licenciement et à supprimer l'indexation des salaires sur

les prix. Ces conseils ne sont guère appréciés parmi les salariés. Les deux grands syndicats, qui ont annoncé une grève des fonctionnaires pour le 8 juin, devraient finalement être contraints, sous la pression des syndiqués, à appeler à la grève générale.

ITALIE. Berlusconi devait annoncer, mardi 25 mai, un plan d'économie budgétaire de 24 milliards d'euros sur deux ans. Camouflé par démagogie par une réduction des salaires de hauts fonctionnaires, ce plan prévoirait le blocage des salaires de tous les fonctionnaires pendant trois ans, le gel des embauches dans la fonction publique, le recul de l'âge de départ à la retraite de six mois pour ceux qui s'en approchent, la diminution des budgets des collectivités locales et de fortes réductions dans les dépenses de santé. Le capitalisme italien est à court d'idées. Ainsi la ministre de l'Éducation a suggéré de reporter la rentrée des classes cet été de quinze jours afin d'encourager le tourisme des Italiens...



BD
SORCIÈRES, HYPATHIE/
Pécoult, Greiner/
DUPUIS/13,50 EUROS

En 415 après JC, Hypathie fut une savante et philosophe à Alexandrie. Elle a dû braver l'ordre masculin pour pouvoir étudier dans la très prestigieuse école d'Athènes et devenir une philosophe respectée. Elle se heurta à l'obscurantisme religieux qui ne pouvait admettre l'émancipation féminine : elle périt ainsi assassinée par un chrétien, nouvelle religion officielle de l'empereur de Rome. Son histoire, qui a inspiré récemment le cinéaste Amenabar pour *Agora*, est l'occasion d'une charge contre l'obscurantisme et une description des tensions entre communautés, exacerbées par l'extrémisme religieux, dans l'Alexandrie antique. Une histoire intéressante pour démarrer une nouvelle collection, *Sorcières*, dans laquelle des auteures de BD racontent l'histoire de femmes stigmatisées à travers les âges.
Sylvain Pattieu



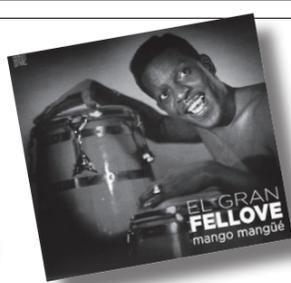
LIVRES
SAVOIR-VIVRE/Hédi
Kaddour/GALLIMARD/
16,90 EUROS

Ce roman plonge dans l'Angleterre des années 1920, marquée par la guerre et les difficultés économiques. Max, journaliste français, est fasciné par Strether, ancien colonel, héros de la bataille de Mons, en août 1914, en Belgique. Devenu maître d'hôtel dans un grand restaurant de Londres, il dirige le service d'ordre d'un petit parti nationaliste tenté par le fascisme. Max emmène Lena, une jeune femme américaine très émancipée, lors de ses rencontres avec l'ancien militaire, malgré les éclats nés de la confrontation entre la féministe américaine et le traditionaliste anglais. *Savoir-vivre* est un roman qu'on lit deux fois, car il porte en lui un lourd secret qui donne envie de tout relire en arrière. Plongée dans le déclassement d'anciens combattants, ce roman est aussi un mécanisme implacable, une diversion superbement bien menée.
S. P.



MUSIQUES
DAPTONE GOLD/Daptone/
DIFFER-ANT

On appelle cela de la rétro-soul. Bref ceux ou celles qui essaient ou réussissent à enfourcher le bon vieux son des années 1960 ou 1970. La tendance a touché le grand public avec Amy Winehouse (l'Elvis Presley du XXI^e siècle) et plus récemment Raphaël Saadiq. C'est oublier un peu vite que depuis 2001, planqué au fond de Brooklyn, le label Daptone travaille en profondeur à faire vivre ou revivre le meilleur de la soul et du funk au sens classique du terme. Notamment en s'associant avec d'anciennes gloires oubliées comme Sharon Jones ou même Lee Fields, qui y a d'ailleurs publié sûrement un des plus beaux albums de 2009, les escortant en outre d'une équipe de producteurs talentueux et de musiciens avides de réveiller le groove endormi dans les profondeurs des back catalogue. Et pour reprendre un débat d'actualité, une identité n'a de sens que si elle est vivante.
King Martov



MUSIQUES
MANGO MANGÜÉ/El Gran
Fellove/VAMPISOUL

Son nom vous est sûrement inconnu, mais il s'agit d'une des dernières grandes figures vivantes de la musique cubaine. Aujourd'hui âgé de 87 ans, Franscisco Fellove fut d'abord, avec ses faux-airs de Louis Armstrong tropical, un immense chanteur de cette soul latine qui se déclina en mambo-jazz puis en boogaloo. Cette compilation rend donc un hommage mérité à cet acteur discret de la grande révolution artistique qui se jouait alors dans La Havane des années 1950 et qui parvint précocement, tout comme la calypso trinitidienne, à s'exporter massivement aux USA et en Europe. Un sens du rythme et de l'improvisation qui allait finir par se réfugier à New York pour enfanter ensuite la salsa.
K. M.



<http://mondialisme.org>

Il y a nos débats nationaux et puis il y a les autres, ceux qui traversent les frontières avec leur lot d'interrogations, d'analyses et de critiques. Pour que ces problématiques soient posées, parfois des réseaux se créent. Lancé fin 2003, mondialisme.org se veut un portail rassemblant plusieurs revues de critiques sociales et politiques. Ce n'est pas un groupe mais un réseau, dont quelques points de son histoire permettront de mieux comprendre les positions actuelles. Ce mois-ci, sa publication *Échanges et mouvements* propose une réflexion sur le thème « Force et faiblesse du mouvement social en Grèce ». Allez donc y faire un tour!

www.bandesapart.org

Les 28, 29 et 30 mai aura lieu à Cholet le festival de la BD engagée. Dès le 28, on prendra le temps de découvrir Khrist Mirror et sa BD *Gitans* (dans le cadre du débat « *Gitans d'hier et aujourd'hui, une liberté traquée* ») puis on s'intéressera à « *Beyrouth dans les années 1980 en BD* » et au colonialisme, et au peuple Kanak via la BD *Cannibale*. Enfin, on finira la journée par un débat sur l'état de l'extrême droite en France. Le lendemain c'est la violence qui se dessine dans les BD. Celles faites aux femmes... et puis celles d'État. Ce festival de la BD engagée s'achèvera avec la littérature de jeunesse. À la vue de ce programme, on ne peut qu'être tenté de passer le week-end à Cholet!

EXPO MUNCH L'ANTI

La Pinacothèque de Paris¹ présente jusqu'au 8 août « Edvard Munch : l'anti-Cri », une exposition qui entend rafraîchir le regard sur les inventions picturales du grand expressionniste norvégien, également connu pour ses sympathies libertaires.



Le loin l'œuvre la plus connue de Munch (1863-1944), *le Cri* ne suffit pas à résumer l'abondante production de cet artiste qui légua à la municipalité d'Oslo tableaux, dessins, aquarelles et estampes par milliers, ainsi que ses rares sculptures. Réunissant quelque 180 œuvres, la présente exposition fait suite à plusieurs autres (Albertina de Vienne en 2003, Fondation Beyeler en Suisse en 2007) où le même commissaire, Dieter Buchhart, dut aussi se passer de ce tableau qui ne sort plus de Norvège, pour avoir été volé et retrouvé deux fois ces dernières décennies (1994 et 2004). Intituleraient-on « l'anti-Joconde » ou « l'anti-Guernica » des expositions de Vinci ou de Picasso ne pouvant montrer ces tableaux ? Plusieurs commentateurs l'ont écrit, le musée privé qu'est la Pinacothèque de Paris donne plutôt à voir sous ce titre un Munch sans *le Cri*.

Il fallut plus de 40 ans après la naissance de l'artiste, dans une famille minée par la maladie et obsédée de puritanisme luthérien, pour que son pays s'affranchisse de la coupe des Bernadotte, rois de Suède et de Norvège jusqu'en 1905, et plus de 60 pour que sa capitale se nomme Oslo et non plus Christiania ! Quand il abandonna la carrière d'ingénieur pour la peinture au début des années 1880, Munch se mit à fréquenter le cercle d'Hans Henrik Jäger, essayiste et dramaturge anarchiste, auteur d'un roman prônant l'athéisme et l'amour libre qui lui valut d'être condamné et forcé à l'exil en 1886, sous le premier gouvernement « de gauche » que la Norvège a connu. Munch le rejoignit à Paris où il fit son portrait. Cette période décisive, mise en lumière par le beau film du cinéaste libertaire Peter Watkins, *Edvard Munch, la Danse de la vie* (1974), explique aussi qu'il a dédié quelques toiles à l'essor du mouvement ouvrier dans son pays, particulièrement vigoureux au début des années 1910.

Mais pour avoir rejeté le naturalisme avec d'autres conformismes picturaux, il assignait à son expressionnisme des ambitions moins politiques que morales, tout comme son anarchisme était moins social que philosophique, nietzschéen, pessimiste et peu clairvoyant, au point de se laisser très brièvement séduire par Goebbels, avant de se montrer fermement antinazi jusqu'à la fin de sa vie. Dieter Buchhart a raison de rappeler l'expérimentateur que fut Munch, cherchant à renouveler la peinture, par exemple en la confrontant avec la photo-

graphie et le cinéma. Cela ne peut faire oublier qu'à l'instar du *Cri*, ses œuvres majeures furent conçues comme des « tableaux tirés de la vie moderne de l'âme » ainsi qu'il intitula d'abord sa *Frise de la vie*, « ode à la vie, à l'amour et à la mort » où il dénonce clairement la misère psychologique de l'Europe de son temps. En quoi Munch fut « anti », comment son œuvre reste

animée par la révolte, c'est ce que permet de voir aussi cette exposition, prolongée jusqu'au 8 août.

Gilles Bounoure

1. Pinacothèque de Paris, 20 place de la Madeleine, Paris 8^e.



Munch, *Baiser sur les cheveux*, 1915, Gravure sur bois, 49 x 59,5 cm, Collection particulière © The Munch-Museum / The Munch-Ellingsen Group / ADAGP, Paris 2010



**RENCONTRE AVEC
GÉRARD MORDILLAT
LE 1^{er} JUIN,
LIBRAIRIE LA BRÈCHE**

l'essai



DANS son roman *Les vivants et les morts*, Gérard Mordillat imagine une lutte contre la fermeture d'une entreprise, la Kos, dans l'Est. Autour de Rudi et Dallas, les héros, la grève s'organise et entraîne différents groupes en solidarité : les femmes des grévistes, les voisins du quartier et les salariés de l'entreprise voisine. Le rôle des syndicalistes, des patrons, de l'administration locale y sont aussi envisagés. Plus récemment, dans *Notre part des ténèbres*, l'auteur nous plonge dans une autre histoire, très actuelle, de la classe ouvrière, celle de la séquestration de dirigeants. Ce dernier roman, sorti un an avant les séquestrations de 2009, s'est révélé visionnaire. La question posée est celle de la violence du licenciement, la violence du capitalisme en général et de la réaction de notre camp social face à cette violence. Les décors sont posés et Gérard Mordillat nous entraîne dans des histoires que l'on n'a pas envie de lâcher, jusqu'à la fin. Plus que des témoignages, les romans de Gérard Mordillat font vivre cette classe ouvrière que certains enterrent. Les personnages, nombreux, nous sont familiers. Leurs douleurs, leurs amours, leurs haines sont décrites avec chaleur. La détermination, des femmes en particulier, a dans chaque roman la part belle tandis qu'on envisage souvent les ouvrières et les ouvriers au masculin neutre. Les questions politiques, tant de l'organisation de notre camp social que du rapport à l'État en passant par les délocalisations et le fonctionnement du capitalisme actuel, sont posées. En bref, les questions de Gérard Mordillat sont les nôtres, tournées vers l'avenir, dans la recherche de perspectives à donner pour redonner confiance à celles et ceux qui se battent aujourd'hui.

Lisbeth Sal

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

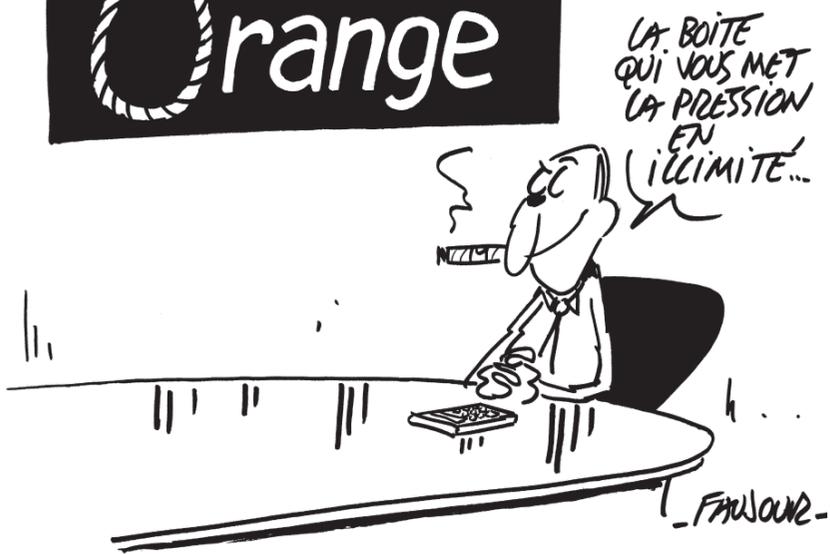
**SOUFFRANCE AU TRAVAIL
FRANCE TÉLÉCOM, UN MODÈLE**

SUD attaque au pénal la direction de France Télécom pour «souffrance au travail», après des années de pressions froidement calculées contre les salariés.

G'est une première. Le 8 avril 2010, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire pour harcèlement moral, après la plainte déposée par le syndicat SUD contre la direction de France Télécom (Lombard, Barberies, Wines) pour «souffrance au travail». Cette plainte se fonde sur un rapport rédigé par un inspecteur du travail, montrant que l'encadrement d'Orange a voulu le départ de 22000 salariés de l'entreprise, sur la seule base de pressions psychologiques. Cette action judiciaire s'analyse comme la seule action collective, la grève que les salariés de France Télécom ne mèneront jamais, tant y domine le chacun pour soi, résultat de la gestion individualisée des personnes, même chez les plus politisés d'entre eux. Cependant, l'issue de cette action est incertaine : la chambre criminelle de la Cour de cassation réclame l'intentionnalité pour condamner la direction d'Orange. Il faut ainsi prouver que la direction a sciemment voulu la mort des 47 salariés suicidés comptabilisés depuis le 1^{er} janvier 2009, ce qui est naturellement indémontrable. Cette exigence d'intentionnalité revient à vider totalement de sa substance la machine de guerre constituée par le rapport de l'inspecteur du travail. Une autre interprétation, fondée sur l'analyse des dispositions du code du travail, n'exige pas l'intentionnalité. Quelle solution aura l'adhésion des juges? Tout le problème est là, et il faut se battre de toutes ses forces pour que triomphe la solution préconisée par le code du travail.

PRESSIONS ET SOUFFRANCES

Les salariés d'Orange reçoivent tous les matins dans leur boîte mails des offres d'emploi pour d'autres administrations, ou pour le secteur privé. Manière délicate de leur faire comprendre qu'ils doivent chercher du travail ailleurs. Par ailleurs, un mail, adressé par un chef à tous les salariés de France Télécom, présentait la photo de deux marionnettes des Guignols de l'info, avec ce texte délicat : «Arrêtez de glander, de vous mettre les doigts dans le fion (sic) ; allumez la fibre (optique/numérique)!!!» Ces pressions s'expliquent aussi par la philosophie de Didier Lombard, président de l'entreprise. Le 20 octobre 2006, celui-ci a déclaré aux chefs de France Télécom : «La maison est une mère poule, qui récupère les gens ; y compris en créant des emplois artificiels, là où il n'y en n'a pas besoin ! [...] On veut qu'ils passent de la fainéantise à l'espace car-



rière, et qu'ils se positionnent clairement!»

Résultats : les salariés d'Orange souffrent de plus en plus d'alopécie, de troubles digestifs et musculo-squelettiques, de perte de la libido, de confusion dans le langage et des repères chronologiques. De même, ils ont une phobie d'évitement du sigle de France Télécom, qu'ils ne supportent plus de voir ni sur la façade de l'immeuble ni sur les tickets-restaurant¹.

AUGMENTATION DES SUICIDES

Jamais il n'y a eu autant de suicides liés au travail en France (400 morts chaque année). On se suicide beaucoup dans la police (39 suicides par an pour 100000 agents), dans l'enseignement (33 suicides pour 100000 professeurs², à Pôle Emploi, à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, dans le secteur privé (Peugeot, Renault, Thalès, H&M). Les suicides sont la partie émergée d'un mal beaucoup plus profond (prise d'antidépresseurs, dépressions nerveuses) dont personne ne parle et qui ne date pas d'aujourd'hui. Déjà durant les «années Mitterrand», de nombreux salariés venaient travailler avec des antidépresseurs et souffraient de dépression, dans l'indifférence générale. Les socialistes sont aussi

responsables que Sarkozy de ce que l'on appelle improprement «souffrance au travail» et qui est directement le résultat d'une politique «manageriale», froidement voulue, calculée et décidée en toute connaissance de cause par les DRH³. Cette stratégie impose la rémunération au mérite, met des salariés anciens sur des postes de départ, organise des conflits entre «jeunes» et «vieux» salariés, licencie chaque année les moins productifs, organise des mutations forcées tous les 27 mois, etc.

Face à ces pratiques abjectes, le comité d'entreprise (CE) doit absolument disposer d'un pouvoir de veto suspensif, c'est-à-dire un véritable pouvoir de contre-carrer ces décisions. Dans ce cadre, le CE émet un veto, l'inspecteur du travail est saisi et statue dans un délai d'un mois.

Brigitte Pascal, Commission précarité

1. Lire aussi *Pendant qu'ils comptent les morts*, de Brigitte Font le Bret et Marin Ledun, éditions La Tengo, et *Orange stressé, la gestion par le stress à France Télécom*, d'Ivan du Roy, éditions La Découverte.
2. Selon *L'Humanité*.
3. Directions des ressources humaines.



**LE N°10 DE
TOUT EST À NOUS! LA REVUE
EST DISPONIBLE**

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous*!, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, en rappelant vos coordonnées bancaires et en indiquant que vous souhaitez que votre prélèvement inclut la revue.

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur les retraites, une interview de Laure Pitti et une tribune de Pierre Tévanian et de Sylvie Tissot sur le débat sur l'identité nationale, une interview de Casey et Roqué, des articles sur la crise en Grèce, sur les résultats des élections en Italie... et bien d'autres encore!



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2010 SOUS LE SOCIALISME, LA PLAGE...

L'été ne s'est pas encore installé qu'il faut déjà penser à préparer la rentrée politique. Rien de tel qu'un petit rendez-vous au bord de la mer Méditerranée à Port-Leucate (Aude) pour recharger les batteries et débattre à tout rompre.

Cette année, le thème central de l'université d'été s'intitule « pour un socialisme du xx^e siècle ». Quatorze séances préparées par les commissions nationales du NPA, et structurées autour de trois pôles. Part-on de rien? Le bilan des expériences du xx^e siècle, mais aussi la longue histoire des projets dits utopiques constituent le point de départ de notre réflexion. En se penchant ensuite sur les expériences avancées de luttes contemporaines contre le capitalisme, nous discuterons de la mise en œuvre de politiques visant à le dépasser: Amérique latine, luttes émancipatrices pour l'égalité des droits,

modèles alternatifs au marché... Enfin, en guise de conclusion - temporaire -, les questions clés pour un projet d'émancipation seront à l'ordre du jour: quel socialisme démocratique? Pourquoi réorganiser l'économie autour d'une planification écosocialiste? Quels peuvent être la place et le rôle du travail sous le socialisme? Et comment y arriver: luttes, grèves générales, élections, comment prendre le pouvoir sans être pris par lui? Sans nul doute, ce cycle de réflexion et d'élaboration sera un moment important pour affiner le projet du NPA à quelques mois de son premier congrès. L'université d'été est aussi un temps pour la discussion, le débat et l'échange avec

d'autres personnalités, d'autres courants politiques. Outre les nombreux invités - historiens, philosophes, sociologues, etc. - de la Société Louise-Michel, le NPA a notamment le plaisir d'accueillir cette année Gérard Mordillat, écrivain et cinéaste, et Paul Ariès, politologue « multi-cartes ». Avec le premier, nous aborderons la question du monde du travail et de la classe ouvrière dans la littérature et nous découvrirons avec lui les premières images de l'adaptation de son roman *Les vivants et les morts*. Avec le second, une des figures de la décroissance et animateur du journal *Le Sarkophage*, nous ne manquerons pas de débattre de la façon dont on peut aujourd'hui reconstruire une perspective

radicalement à gauche, qui ne cède rien au productivisme. Et sans terminer par un inventaire à la Prévert, si l'on vous dit quand même qu'à Port-Leucate entre le 25 et le 28 août, on parlera entre autres de Galilée, de la lutte contre l'identité nationale, de la presse révolutionnaire, des 40 ans du mouvement des femmes, de plein de coins de notre petite planète et même des sorcières, tout cela avec en plus le soleil, la mer sur fond de salsa, on a raison de se dire que décidément, ce serait dommage de passer à côté de cette deuxième édition. Vraiment dommage!

La commission Université d'été



RETRAITES LE NPA EN CAMPAGNE

Après la peu visible campagne de rentrée sur les licenciements et les fermetures de sites et la difficile campagne pour les élections régionales, c'est un parti hésitant, doutant de ses capacités qui s'est engagé dès le mois de mars dans la bataille pour la sauvegarde du régime de retraites par répartition. Dès fin mars, une assemblée en région parisienne a réuni une cinquantaine de militants pour une formation sur les enjeux de la contre-réforme gouvernementale et la mise en place d'un premier planning de campagne. Dossier dans les pages centrales de *Tout est à nous!* n°52, engagement dans la rédaction et le lancement de l'appel Attac-Copernic, mises à disposition de fiches de repères et tract de quatre pages pour la manifestation du 23 mars: le NPA n'a pas attendu la concrétisation des graves reculs prévus par le gouvernement pour engager la bataille. Confronté à de grandes disparités entre les différentes générations militantes de formation et de connaissance de la question que beaucoup s'attachent à rendre technique et compliquée, il a fallu multiplier

les formations sur la répartition, le financement, l'historique des reculs. D'abord, pour être en capacité de répondre aux interrogations des salariés abasourdis par le rouleau compresseur des médias et des partis politiques: tous tentent de nous convaincre qu'à « problème démographique, il faut une solution démographique », c'est-à-dire l'allongement du temps de travail! Mais aussi pour construire les réponses et les mots d'ordre pour que la mobilisation s'engage. Depuis, le NPA s'est engagé dans la construction de cette riposte. Des dizaines de comités de défense des retraites se sont construits dans toutes les régions qui regroupent partis politiques, associations et parfois des organisations syndicales locales. Plusieurs importants meetings unitaires dans la foulée de celui de Paris du 6 mai sont prévus (ou se sont déjà tenus) à Marseille, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Toulouse et dans des dizaines de villes. Dans le même temps les comités NPA de Paris, banlieue, régions multiplient distributions de tracts et réunions publiques.

Avec l'annonce quasi officielle des mesures gouvernementales (report de l'âge légal, allongement du nombre d'années cotisées, mise à contribution des retraités pour payer les retraites, élargissement homéopathique des sources de financement), et en l'absence d'engagement de riposte clair des organisations syndicales, il s'agit maintenant d'intensifier la campagne. Pas question d'attendre le mois de septembre: un nouveau dossier est paru dans *Tout est à nous!* n°56, un dossier dans *Tout est à nous! la Revue* n°10 et une brochure est en préparation. Nous préparons activement les manifestations du 27 mai et les prochaines initiatives de juin. Il s'agit maintenant de passer des débats à la mobilisation. Les confédérations syndicales et les partis de « gauche » se contentent de débattre et de marquer des points en attendant 2012. Pour le NPA, la mobilisation doit s'amplifier, sans attendre septembre, dans les entreprises, sur tous les lieux de travail, dans la jeunesse et dans la rue.

Robert Pelletier

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



DÉBAT LO/NPA UNE OCCASION RATÉE

À l'occasion de sa fête annuelle, Lutte ouvrière avait convié le NPA à un débat. L'ordre du jour de ce premier échange entre nos deux organisations était centré autour du thème « *Quelles perspectives pour les anticapitalistes et les révolutionnaires dans la période ?* » En somme, une opportunité de confronter nos expériences respectives et d'établir, le cas échéant, les possibilités de convergences que nous pourrions dégager dans nos combats communs. Las, en place d'un « débat », nous avons eu droit à une litanie de procès d'intentions et de caricatures de notre organisation où la mauvaise foi le disputait à la volonté de satisfaire un auditoire déjà acquis. Le mouvement ouvrier a trop longtemps subi ce genre de pratiques pour que le NPA s'y résigne.

C'est pourquoi nous lançons un appel fraternel à nos camarades de LO pour qu'ils se resaisissent, et qu'un vrai débat puisse enfin se tenir entre nos deux organisations. Nous pourrions alors aborder des thèmes qui intéressent aujourd'hui les salariés des entreprises dans lesquelles nous intervenons, par exemple, après la journée de mobilisation du 27 mai, comment dépasser le cadre imposé par les directions syndicales ? Ou encore, quelles peuvent être face à la crise, les revendications susceptibles de réunir les salariés ? Bref, tout ce qui interpelle nos militants dans leur action quotidienne. Avouez que ce serait plus intéressant que les effets de muscles bien dérisoires et bien inutiles.



Presles, samedi 22 mai. Débat entre le NPA et LO (FLORENCE ALLÈGRE)

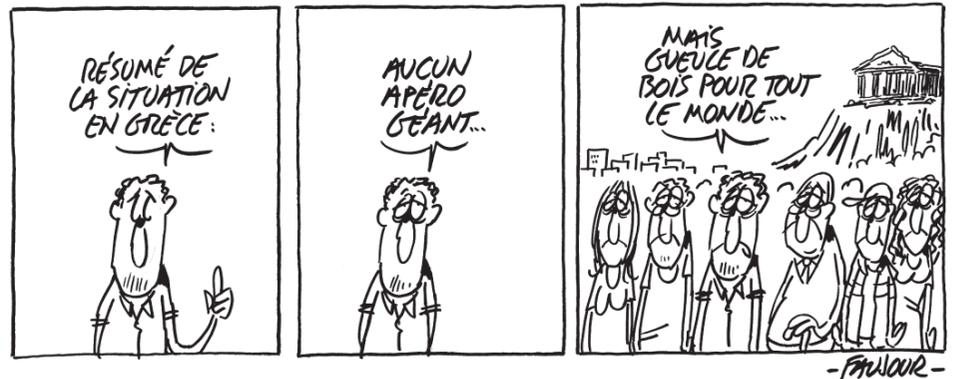
LE CHIFFRE

2

C'est en milliards d'euros ce que rapporte au gouvernement la journée de solidarité avec les personnes âgées (lundi de Pentecôte), jour de congé volé aux salariés par Raffarin après la canicule de 2003, pour les punir d'avoir eu un gouvernement qui a laissé mourir 15 000 personnes. La gestion de cette somme est opaque et une bonne partie est utilisée à d'autres choses que les maisons de retraite, pour finir directement dans les caisses de l'État. Pourtant certains élus de droite envisagent de nous voler un deuxième jour de congé, une fois la réforme des retraites passée.

LE HANUL MENACÉ, LES HABITANTS MOBILISÉS.

Les habitants du Hanul se sont rassemblés devant la sous-préfecture avec le mot d'ordre « *Saint-Denis notre ville, le Hanul notre rue* », en soutien au camp rom menacé d'expulsion. Pour le moment le sous-préfet a refusé de les recevoir. La police était venue tôt le matin distribuer des OQTF aux habitants et l'évacuation des lieux est à l'ordre du jour. Ce camp existant depuis dix ans, avec 170 personnes et 57 enfants, constitue un quartier stable, avec une convention signée en 2003 avec la mairie qui prévoit les obligations des uns et des autres. À la différence de bien des campements de la région, le Hanul a connu une certaine stabilité, à l'abri des menaces d'expulsion, ce qui a permis la scolarisation des enfants dans les écoles du quartier et l'intervention de nombreuses associations pour l'amélioration des conditions de vie.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

PAS DE BIBERONS DANS LA SEINE.

Jeudi 20 mai, une vingtaine de membres du collectif Pas de bébés à la consigne se sont rassemblés avec des poussettes pour une initiative sur le Pont-Neuf avec un lancé, dans la Seine, de biberons contenant les propositions en faveur de l'amélioration de l'accueil des tout-petits, et des conditions de travail des salariés de la petite enfance. Au moment de se diriger vers l'Élysée pour remettre les « biberons revendicatifs » à Nicolas Sarkozy, ils ont été encerclés par un dispositif policier démesuré, puis embarqués dans un camion pour « non-déclaration de manifestation ». Relâchés, ils ont rappelé la nouvelle journée de mobilisation nationale qui se déroulera par pôles régionaux ce samedi 29 mai... (voir agenda p.2) www.pasdebebesalaconsigne.com

AGRESSIONS LESBOPHOBES.

Samedi 23 mai, deux amoureuses se promenant le long du canal de l'Ourcq ont été insultées en tant que lesbiennes et agressées physiquement par plusieurs hommes. L'une d'elles a été frappée à la tête à deux reprises, dans l'indifférence des passants et la patrouille de police qu'elles ont alertée n'a pas tenté d'interpeller les agresseurs. Un collectif s'est mis en place et organisera, samedi 29 mai, un rassemblement de solidarité pour que ces agressions ne restent pas des faits divers (voir l'agenda, page 2). En France, ce type d'agression est quotidien et en augmentation, comme l'a montré le rapport 2009 établi par SOS homophobie, seule association essayant d'obtenir des statistiques sur ce sujet. Les lesbiennes, qui subissent la double peine de l'homophobie et du sexisme, sont particulièrement touchées.

CROISSETTE. Selon nicematin.com du 21 mai, environ 1200 personnes étaient présentes à la « *cérémonie du souvenir organisée en hommage aux "victimes françaises" de la guerre d'Algérie [qui] a été voulue par la municipalité de Cannes* » et s'est prolongée en manifestation le jour de la projection du film *Hors-la-loi* (voir *Tout est à nous!* n°56). Outre le maire de Cannes, les députés Lionnel Luca, Jean Leonetti, Michèle Tabarot, Jean-Claude Guibal (Alpes-Maritimes), Elie Aboud (Hérault, président du Groupe d'études parlementaire sur les rapatriés), Richard Mallié (Bouches-du-Rhône), l'ancien maire de Nice, Jacques Peyrat, des représentants d'associations d'anciens combattants, de harkis ou de rapatriés d'Algérie participaient à ces initiatives de réhabilitation coloniale. Le FN était bien sûr représenté. Pour Robert Injey (PCF) : « *Les nostalgiques du colonialisme se sont lâchés sur la Croisette [...]. Au premier rang, courant sans cesse à la pêche aux électeurs du Front national, un quarteron de députés UMP des Alpes-Maritimes [...]. n'ont pas été les derniers, au côté des nostalgiques de l'OAS et de l'Algérie française.* »

APÉRO À L'EAU.

L'apéro géant organisé via facebook sur le Champ-de-Mars, le 23 mai, est tombé à l'eau. L'important dispositif policier a fini de décourager les plus motivés. Les autorités exigent que ces manifestations soient déclarées et encadrées. Donc, fouille, communiqué de presse déconseillant formellement de s'y rendre, arrêté interdisant les contenants en verre... tout a été fait pour empêcher la tenue de l'événement. Hortefeux interdira désormais ces rassemblements au cas par cas allant jusqu'à identifier les organisateurs pour les mettre « hors d'état de nuire » selon les mots d'Estrosi ! Trois internautes soupçonnés « *d'avoir créé ou alimenté, par des messages répétés, des groupes Facebook appelant à l'apéro géant* » ont été entendus par la police judiciaire. À l'avenir, rassemblez-vous dans un « *lieu adapté* », dans un « *délai compatible avec sa préparation* », et avec un encadrement de cars de CRS.

“ NO COMMENT
Le Chili fonctionne avec un système par capitalisation et ça marche très bien
LAURENCE PARISOT, MEDEF, 17 MAI 2010,
À PROPOS DU SYSTÈME DE RETRAITES ”

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr